

DISCOURS DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DE L'INTEGRATION AFRICAINE, DE LA
FRANCOPHONIE ET DES BENINOIS DE L'EXTERIEUR
AU COURS DE LA CEREMONIE DE COMMEMORATION
DU 60^{EME} ANNIVERSAIRE DE LA CONVENTION DE
1951 RELATIVE AU STATUT DES APATRIDES ET DU
50^{EME} ANNIVERSAIRE DE LA CONVENTION DE 1961
SUR LA REDUCTION DES CAS D'APATRIDES.

(Genève, le ~~07~~ – 08 décembre 2011) PM

- Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres ;
- Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ;
- Excellence Monsieur le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés ;
- Excellences Mesdames et Messieurs les invités en vos titres et qualités respectifs ;

Le Bénin est honoré de prendre part à la présente cérémonie de triple commémoration :

- Commémoration du 63^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ;
- Commémoration du 60^{ème} anniversaire de la Convention relative au Statut des Réfugiés ;
- Commémoration du 50^{ème} anniversaire de la Convention sur la réduction des cas d'apatridie.

Ma présence ici et ma participation personnelle à cette commémoration exceptionnelle se justifient par l'engagement du Bénin pour la défense, la protection et la promotion des Droits de l'Homme.

En effet, dans sa Constitution du 11 décembre 1990, le Bénin, après avoir connu et vécu un régime politique fondé sur l'arbitraire et la négation des droits de l'individu au profit de la toute puissance de l'Etat, a exprimé sa ferme volonté de défendre les Droits de l'Homme et affirmé sa détermination à créer un Etat de droit dans lequel les droits fondamentaux de l'Homme, les libertés publiques, la dignité de la personne humaine et la justice sont garantis, protégés et promus comme la condition nécessaire au développement véritable et harmonieux de chaque béninois tant dans sa dimension temporelle, culturelle que spirituelle.

Pour l'essentiel, le peuple béninois, à travers sa loi fondamentale, reste attaché aux principes de la démocratie et des Droits de l'Homme tels qu'ils sont définis par la Charte des Nations Unies de 1945, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de

1948, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples adoptée en 1981 par l'Organisation de l'Unité Africaine et ratifiée par le Bénin le 20 janvier 1986, dont les dispositions font partie intégrante de la Constitution et du droit béninois et ayant une valeur supérieure à la loi interne.

- **Excellence Monsieur le Haut Commissaire,**
- **Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,**

Comme vous le voyez bien, aux termes de la Constitution de mon pays, "la personne humaine est sacrée et inviolable. L'Etat a l'obligation absolue de la respecter et de la protéger. Il lui garantit un plein épanouissement..."

(Article 8). « Tout être humain a droit au développement et au plein épanouissement de sa personne dans ses dimensions matérielle, temporelle, intellectuelle, spirituelle, pourvu qu'il ne viole pas les droits d'autrui, ni n'enfreigne l'ordre constitutionnel et les bonnes mœurs » (Article 9).

Il s'agit bien tant des nationaux béninois que des étrangers vivant sur le territoire du Bénin, puisque la Constitution dispose plus loin, en son Article 39 que: « Les étrangers bénéficient sur le territoire de la République du Bénin des mêmes droits et libertés que les citoyens béninois, et ce, dans les conditions déterminées par la loi. Ils sont tenus de se conformer à la Constitution, aux lois et règlements de la République.

C'est dans cette logique constitutionnelle qu'après la ratification de la Convention de Genève de 1951 relative au Statut des réfugiés, après la ratification de la Convention de l'Union Africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique, adoptée à Kampala, en Ouganda, le 23 octobre 2011, l'Assemblée Nationale du Bénin a délibéré et adopté, le 04 novembre 2011, la loi n °2011-32 portant autorisation d'adhésion du Bénin, à la Convention du 28 septembre 1954 relative au Statut des apatrides et à la Convention du 30 août 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

Conformément à notre procédure interne de ratification et d'adhésion des Instruments juridiques internationaux, procédure que partagent la plupart des pays francophones représentés à cette Conférence, le Président de la République prendra dans les jours qui suivent un Décret d'adhésion. Par la suite, mes services techniques prendront les mesures subséquentes pour l'établissement des Instruments d'adhésion et leur dépôt auprès du Secrétaire Général des Nations Unies.

Mais, ceci n'est pas la tâche la plus difficile. Le véritable défi reste la réponse à la question suivante: Quelles sont les personnes qui vivent au Bénin et qui manquent de liens de rattachement avec d'autres pays?

En d'autres termes, de tous les réfugiés qui passent le test d'éligibilité au niveau de la Représentation du Haut Commissariat pour les Réfugiés à Cotonou, qui est apatride et qui ne l'est pas? C'est la véritable question qui peut être encore formulée autrement, à savoir: à l'intérieur des frontières aussi poreuses que celles du Bénin, peut-

on identifier des personnes sans lien affectif avec un autre pays? Et combien sont-elles?

Ces questionnements résument la complexité de la problématique de l'apatridie.

– **Excellence Monsieur le Haut Commissaire,**

Le travail à faire pour que le Bénin internalise les deux Conventions sur l'apatridie consistera à mener une enquête sociologique d'envergure, conjuguée avec le recensement général de la population et de l'habitat dont le prochain est prévu en 2012, pour une collecte fiable de données sur les apatrides ou les personnes à risque d'apatridie résidant au Bénin.

Somme toute, le Bénin voudrait dès lors proposer que le Haut Commissariat pour les Réfugiés et les autres partenaires multilatéraux et bilatéraux se joignent à cette opération de recensement, dont les termes de référence et les détails techniques dans sa partie concernant les réfugiés et les éventuels apatrides pourront être retenus d'accord-parties.

Les *outputs* de ces investigations et enquêtes *in situ* serviront à actualiser le Code de la nationalité qui date de 1965. Le nouveau Code de la nationalité qui sortira d'un Atelier national de mise en œuvre des deux Conventions pourrait, dès lors, prendre en considération, outre les changements politiques, économiques, culturels et sociaux intervenus depuis 1965, sur le plan interne comme dans les relations internationales, mais aussi les groupes d'apatrides qui seront identifiés comme tels.

Permettez-moi de terminer mon propos en prenant l'engagement ferme de mettre un point d'orgue à la procédure d'adhésion aux deux Conventions sur les apatrides en promettant, à la face de la Communauté Internationale, que le Bénin déposera sans délai les Instruments d'adhésion.

Le second engagement, dont je viens de décrire les termes, consistera à recenser les éventuels apatrides qui vivent sur le territoire du Bénin. Mais, la réalisation de cet engagement sera fonction d'une œuvre de longue haleine : la révision de notre code de la nationalité.

J'ai cru comprendre avec les entretiens que j'ai eus à Cotonou avec la Représentante du Haut Commissariat pour les Réfugiés que l'assistance technique de l'Organisation ne nous sera pas marchandée.

Vive la coopération Internationale!

Je vous remercie.